

Sanction administrative du 1er décembre 2025 pour non-respect des conditions d'enregistrement applicables aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs visés par les dispositions de l'article 3, paragraphe 2, lettre a) de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Luxembourg, le 30 janvier 2026

Décision administrative

En date du 1 décembre 2025, la CSSF a prononcé une amende d'ordre d'un montant de **46.580 EUR (quarante-six mille cinq cent quatre-vingts euros)** à l'encontre d'un gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs enregistré (« GFIA ») visé par les dispositions de l'article 3, paragraphe 2, lettre a) de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (« Loi GFIA »).

Cadre juridique/motivation

L'amende d'ordre a été prononcée par la CSSF en application des dispositions de l'article 3, paragraphe 5 et de l'article 51, paragraphe 2, 3^e tiret de la Loi GFIA, lu en combinaison avec l'article 3, paragraphe 2, lettre a), l'article 3, paragraphe 3, lettre e) et l'article 3, paragraphe 3, dernier sous-paragraphe de la Loi GFIA, tels que précisés par l'article 4 du Règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012 (ci-après « RD ») pour le non-respect des conditions d'enregistrement et en considérant les dispositions de l'article 51, paragraphe 2, dernier sous-paragraphe de la Loi GFIA, notamment la sévérité et la durée de l'infraction.

Base légale de la publication

La présente publication est faite en application des dispositions prévues par l'article 51, paragraphe 2, 2^{ème} alinéa de la Loi GFIA, la CSSF ayant considéré que la présente publication anonyme était nécessaire afin de ne pas causer un préjudice disproportionné au GFIA.

Contexte

Pour la période allant du 31 mai 2024 au 9 avril 2025, le montant total des actifs sous gestion du GFIA a dépassé de manière non temporaire (plus que 3 mois) et substantielle le seuil visé à l'article

3, paragraphe 2, lettre a) de la Loi GFIA. Le dépassement correspondait à plus de 50% du seuil visé à l'article 3, paragraphe 2, lettre a) de la Loi GFIA.

Le GFIA a manqué à (i) son devoir d'information de la CSSF du dépassement de seuil conformément à la lecture combinée de l'article 3, paragraphe 3, lettre e) de la loi GFIA et de l'article 4, paragraphes 2 et 3 du RD et (ii) l'obligation prévue à l'article 3, paragraphe 3, dernier sous paragraphe de la Loi GFIA, lu conjointement avec l'article 4, paragraphes 1, 4 et 5 du RD, de soumettre une demande d'autorisation auprès de la CSSF.